

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Communiqué no 38 de la campagne pour faire gagner la
gauche

Oui ou non à une politique sociale ?

- Politique - Communiqués "anti-Sarko" -

Date de mise en ligne : samedi 21 avril 2007

Démocratie & Socialisme

Dans la dernière ligne droite, on a eu un prestidigitateur profitant des artifices dépolitisants de l'élection présidentielle, qui a essayé de se faire croire au « centre » et fait métier de ne pas trancher entre droite et gauche. Tous les chefs des médias dont il s'était gaussé, l'ont poussé au pinacle, tellement ils préféreraient cela à un affrontement droite-gauche.

Mais toutes les questions concrètes incontournables sont restées sur le tapis :

- ▶ Oui ou non au « contrat nouvelle embauche » qui, permet de licencier sans motif (contre toutes les déclarations des droits de l'homme, et la convention 158 de l'Oit) ? Nicolas Bayrou et François Sarkozy répondaient « oui » et Ségolène Royal répond « non- », il n'y a pas de « centre ».
- ▶ Oui ou non à un Code du travail protecteur, à un vrai droit du licenciement, à la durée légale de 35 h, à des heures supplémentaires contingentées et majorées par la loi de façon à protéger la santé des salariés, et à les rendre plus coûteuses que l'embauche ? Sarkozy, Bayrou et Le Pen répondent « non », il n'y a pas de centre, Ségolène Royal répond « oui ».

Le gouvernement sortant a promulgué par coup de force le 7 mars 2007 dans l'indifférence générale un nouveau code du travail qui ne s'appliquerait qu'en septembre... si la droite gagne car les deux « sortants » Ump et Udf, Sarkozy et Bayrou sont seuls pour, après avoir, depuis cinq ans, usé de leur majorité commune pour voter toutes les lois contre les droits des salariés. La gauche entière, tous les syndicats unanimes sont contre : il n'y a pas de "centre".

- ▶ Oui ou non à l'abrogation de la loi Fillon sur les retraites ? Sarkozy répond « non », Bayrou veut faire pire avec « la retraite par points » chère au Medef, et le "projet socialiste" répond, noir sur blanc, qu'il faut l'abroger et maintenir la retraite à 60 ans, là encore, il n'y a pas de "centre".
- ▶ Oui ou non à des « forfaits » des « tickets » des « franchises » de 1 à 100 euros empêchant les ayants droits d'accéder aux soins, aux hôpitaux, aux médicaments, aux médecins ? Sarkozy et Bayrou répondent qu'il faut de telles barrières discriminantes pour les pauvres, Ségolène Royal explique qu'il faut les supprimer, il n'y a pas de « centre ».
- ▶ Oui ou non, faut-il reprendre au capital ce qu'il prend de trop au travail, et augmenter les salaires, le Smic ? Sarkozy et Bayrou répondent « non » en concert avec Mme Parisot, Ségolène Royal et toute la gauche répondent « oui », il n'y a pas de « centre ».
- ▶ Oui ou non, faut il abroger l'Isf ? Sarkozy et Bayrou répondent « oui » unis en chœur. Ségolène répond « non ». Où trouver sur cette question également, le prétendu « centre » imaginé par Rocard et Kouchner, les amis de Bayrou ? La droite est pour baisser les impôts justes (directs et progressifs, Isf, Tipp, Impôt sur le revenu) et hausser les impôts injustes (indirects et proportionnels, Tva, Tip, Taxes d'habitations et locales). C'est un vrai choix, il n'y a surtout pas de place pour un « centre » sur une question aussi claire et aussi décisive pour le rééquilibrage des richesses dans notre République en crise.
- ▶ Oui ou non, dans le choix entre un porte-avion et des crédits pour l'éducation ? Sarkozy a choisi le porte avions. Qu'a choisi Bayrou ? Ségolène Royal fait une réponse de gauche sur ce point, pour l'école et tant mieux. C'est un choix de société.

► Oui ou non pour la laïcité ? Entre le communautariste Sarkozy et celui qui voulût modifier la loi Falloux en faveur de l'école privée, il n'y a pas entente possible avec toute la gauche qui se mobilisa en défense de l'école publique.

Bayrou a voté toutes les lois de Sarkozy contre l'immigration, et s'est même prononcé en Guyane contre le « droit du sol ».

Sarkozy et Bayrou sont pour accentuer le présidentielisme (lequel devrait vraiment être abrogé avec la mise en place d'une « constituante » quand on voit combien ce système d'élection présidentielle permet de manipuler, de « réduire » les débats, plutôt que d'éclairer les citoyens). Toute la gauche, et sa candidate la mieux placée, sont pour renforcer le parlementarisme. Pas de place sur ce terrain non plus pour un insaisissable « centre ».

Les euro-députés Udf et Ump s'opposent au Parlement européen à la directive cadre sur les services publics défendue par les socialistes, il n'y a pas de « centre » là non plus !

On peut creuser sur 50 autres sujets tous aussi importants pour choisir collectivement notre avenir : depuis le choix de nouvelles lois pour les droits des femmes, jusqu'au droit de grève et au droit syndical, il n'y a pas de « centre », seulement un choix clair entre gauche et droite.

Bayrou va même jusqu'à jouer les ultras en voulant « constitutionnaliser » le remboursement de la Dette aux plus riches, au détriment des investissements et redistribution en faveur des plus pauvres. Qu'on arrête cette parodie, et que l'Udf retombe à l'étiage qui est le sien : Bayrou est l'héritier de Jean Lecanuet, Alain Poher, Valéry Giscard d'Estaing, Raymond Barre, Edouard Balladur, qui, tour à tour, nous ont joué le coup du « nouveau » centre.

Jamais la gauche ne doit voter, ne votera pour eux, arbitrer entre des candidats de droite, ni au premier, ni au second tour !

Et donc Bayrou est perdant face à Sarkozy car la gauche ne voterait pas pour lui.

Il y a un choix politique fondamental entre deux forces sociales aux intérêts opposés, entre les actionnaires-rentiers, le cac 40, le Medef d'un côté, et les salariés qui produisent les richesses de l'autre. Il ne faut pas laisser échapper comme en 2002, cette occasion de choisir une VI^e République sociale, démocratique, parlementaire, laïque.

Après le 22 avril et le 6 mai, il n'y aura pas de session de rattrapage.

Nous le disons aux manoeuvriers de dernière heure tels Rocard et Kouchner qui ont appelé à de facto à écarter Ségolène pour que ce soit Bayrou qui batte Sarkozy : cela n'arrivera pas !

Si nous parvenons, de toutes nos forces, et on va y parvenir si on s'y met tous, à ce que Ségolène passe la barre du premier tour, elle est la seule capable, le 6 mai, de battre l'autre versant de la droite, l'homme au karcher, l'agité partisan de l'eugénisme, l'ultra-libéral pro Bush-Berlusconi-Thatcher.

On va gagner !

Et là, on en aura fini avec les faux « centres », le vrai clivage gauche droite s'imposera, on verra qu'une lame de fond

Oui ou non à une politique sociale ?

à gauche issue des combats des années 2003 (mobilisations énormes pour les retraites) 2004 (succès massifs de la gauche aux régionales, départementales, européennes) 2005 (« non » au traité libéral européen) 2006 (contre le Cpe Sarkozy-Bayrou) l'emportera et gouvernera ensuite clairement à gauche - pas au centre !

Dimanche soir si Ségolène passe, non pas grâce à elle, non pas grâce à son programme déclaré, non pas grâce à sa campagne, mais à l'énorme poussée sociale qui existe au fond de ce pays, tous les esprits changeront, en une heure, et la France sera clivée « droite-gauche » alors que tous les chefs des grands médias se sont arqueboutés pour essayer d'éviter cela depuis des mois et des mois.

Mais même Le Monde et Libé, Colombani et Joffrin, Lagardère et Rotschild, se sont résignés à un combat "droite-gauche" après avoir tout fait pour le rendre confus et impossible : ils ont perdu, déjà, sur l'essentiel. Ils vont perdre sur la suite, comme ils ont perdu politiquement le 29 mai 2005. Et alors, il devrait y avoir une lame de fond anti Sarkozy, contre cet agité Bush-Thatcher-Berlusconi dangereux pour notre République, pour nos besoins sociaux fondamentaux, pour l'équilibre vital de notre société. Et un gouvernement de gauche, de toute la gauche ! Pas au centre.

Vive la VIe République sociale, parlementaire, laïque et démocratique, féministe, elle n'a jamais été autant sur le point d'exister.

Gérard Filoche, vendredi 20 avril 2007